

Organisation et contractualisation des services publics

Anne Yvrande-Billon

Maître de conférences, Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Conseillère scientifique, Conseil d'Analyse Economique

yvrande@univ-paris1.fr

Web: <http://chaire-eppp.org/yvrande>

2009-2010

Ce cours présente les principales théories des organisations et des contrats mais n'est pas un cours standard d'économie des contrats. En effet, l'attention est portée sur les applications potentielles et effectives des théories étudiées. Plus précisément, l'objectif du cours est de présenter les développements récents des théories des contrats et leurs applications à la question de l'organisation des industries de services publics.

Une liste de références indicatives est fournie. Les articles précédés d'un double astérisque peuvent faire l'objet d'exposés.

1. Background: l'arbitrage entre faire et faire faire

La question centrale du choix entre intégration et externalisation est présentée sous l'angle de la théorie des coûts de transaction. Transposé au cas des industries de services publics, l'arbitrage entre faire et faire faire se transforme en un choix entre gestion publique intégrée et délégation à des opérateurs privés plus ou moins réglementés.

- Amaral M. & Yvrande-Billon A. (2009), "Make or Buy Urban Public Transport Services: A Rational Choice? ", *Working Paper EPPP N°2009-3*.
- Coase R.H. [1937], "The Nature of The Firm", *Economica*, New Series, 4, 386-405.
- Coase R.H. [2006], The Conduct of Economics: The Example of Fisher Body and General Motors, *Journal of Economics and Management Strategy*, 15, 2, 255-278.
- Crocker K.J. & Masten S.E. [1996], "Regulation and Administered Contracts Revisited: Lessons from Transaction-Cost Economics for Public Utility Regulation", *Journal of Regulatory Economics*, 9, 5-39.
- **Huet F., Plunket A. & Saussier S. * (2008), "La dimension spatiale dans le choix des collectivités de déléguer leurs services publics : le cas de la distribution d'eau en France", *Revue d'Economie Industrielle*, 123, 45-65.
- Klein B., Crawford V.P., Alchian A. [1978] "Vertical integration appropriable quasi-rents and the competitive contracting process", *Journal of Law and Economics*, Vol. 21, pp. 297-326.
- Lafontaine F. & Slade M. [2007], "Vertical Integration and Firm Boundaries: The Evidence", *Journal of Economic Literature*, 45, 3, 629-685.
- Levin J. & Tadelis S. (2009), "Contracting for Government Services: Theory and Evidence from U.S. Cities", *Journal of Industrial Economics*, forthcoming.
- **Ménard C. & Saussier S. (2002), "Contractual Choices and Performances: The Case of Water distribution in France ", *Revue d'Economie Industrielle*, 92, 385-404.

2. Incitations et performances dans les firmes publiques : fondements, développements et faits

Dans un premier temps, les défaillances principales du management des firmes publiques identifiées par la littérature économique sont présentées (faibles incitations, contrats incomplets, manque de crédibilité des engagements, coûts de transaction). L'accent est mis sur le rôle crucial des asymétries d'information, ce qui permet d'introduire la théorie des incitations et les problèmes d'aléa moral et d'anti-sélection. Dans un deuxième temps, présentation de la théorie des incitations et des solutions contractuelles qu'elle propose pour résoudre les problèmes inhérents à la gestion des entreprises publiques. Le modèle est étendu à un cadre dynamique prenant en compte les interactions répétées et la réputation. Les résultats de travaux empiriques sont également présentés.

- Acemoglu, D., Kremer, M., Mian, A. (2007) "Incentives in Markets, Firms, and Governments", *Journal of Law, Economics and Organization*, 24(2):273-306.
- Charreaux G. [1997] "L'entreprise publique est-elle nécessairement moins efficace ?", *Revue Française de Gestion*, Octobre, 38-56.
- Dixit, A. (2002) "Incentives and Organizations in the Public Sector: An Interpretative Review", *Journal of Human Resources*, 37(4), 696-727.
- Dowling, B., and Richardson, R. (1997). "Evaluating Performance Related Pay for Managers in the National Health Service", *The International Journal of Human Resource Management*, 8(3): 348-366.
- Franck, R. G., Rosenthal M. B. (2006) "What Is the Empirical Basis for Paying for Quality in Health Care?" *Medical Care Research and Review*, 63(2): 135-157.
- **Hart, O., Shleifer, A., Vishny, R. (1997) "The Proper Scope of Government: Theory and Application to Prisons", *Quarterly Journal of Economics*, 112, 1127-1161.
- **Jacob B.A., Levitt S. (2003) "Rotten Apples: An investigation of the Prevalence and Predictors of Teacher Cheating", *Quarterly Journal of Economics*, 843-877.
- Laffont J.J. [2000] « Etapes vers un Etat moderne : une analyse économique », Rapport du Conseil d'Analyse Economique n°24, Etat et Gestion Publique.
- **Lazear E. 2000, "Performance Pay and Productivity", *American Economic Review*, 90, 1346-1361
- Tirole J. [1994] "The Internal Organization of Government", *Oxford Economic Papers*, 46, 1-29

3. Contrats et performances des fournisseurs privés de services publics

Les solutions contractuelles proposées par la théorie des incitations pour encadrer les relations entre fournisseurs privés de services publics et autorités publiques sont présentées. Plusieurs contributions empiriques à cette littérature sont passées en revue. Les secteurs d'application sont essentiellement le transport public urbain et la distribution d'eau.

- Bajari P. and Tadelis S, [2001], "Incentives versus Transaction Costs: A Theory of Procurement Contracts", *Rand Journal of Economics*, 32(3), 387-407.
- **Gagnepain P. and Ivaldi M. [2002], "Incentive Regulatory Policies: The Case of Public Transit Systems in France", *Rand Journal of Economics*, 33(4), 605-629.
- Roy W. and Yvrande-Billon A. [2007] "Ownership, Contractual Practices and Technical Efficiency", *Journal of Transport Economics and Policy*, 41(2), 257-282.
- **Chong E., Huet F., Saussier S. and Steiner F. [2006], "Public Private Partnerships and Prices : Evidence from Water Distribution in France", *Review of Industrial Organization*, 29(1-2), 149-169.

4. Appels d'offres concurrentiels ou négociation ? Le débat

Le recours à des appels d'offres concurrentiels dans les industries de services publics s'est développé depuis deux décennies. Les arguments théoriques qui sous-tendent ce choix sont que l'attribution par enchères du droit de fournir un bien ou un service public permet de soumettre des monopoles naturels à des pressions concurrentielles. Cependant, à la lumière des développements récents en économie des contrats, ces conclusions doivent être nuancées. Les éléments de ce débat sont présentés dans cette partie.

- **Bajari P, McMillan R. and Tadelis S, [2008], "Auctions versus Negotiations in Procurement: An Empirical Analysis", *Journal of Law, Economics and Organization*, forthcoming.
- Demsetz H., [1968], "Why Regulate Utilities?", *Journal of Law and Economics*, Vol. 16, No. 1.
- Williamson O.E., [1976], "Franchise Bidding for Natural Monopolies in General and with respect to CATV", *Bell Journal of Economics*,
- Mougeot M. and F. Naegelen [2005] "La concurrence pour le marché", *Revue d'Economie Politique*, 115(6), 739-778.
- Yvrande-Billon A. [2006] "The Attribution Process of Delegation Contracts in the French Urban Public Transport Sector: Why Competitive Tendering is a Myth", *Annals of Public and Cooperative Economics*, 77(4), 453-478.

5. Partenariats public-privé : concurrence *ex ante*, collusion et favoritisme

Une des principales difficultés associée au recours aux enchères dans les partenariats public-privé est d'organiser la concurrence pour le marché de manière à éviter, d'une part, les comportements collusifs et prédateurs et, d'autre part, le favoritisme et toutes autres formes de capture. Cette difficulté renvoie à la question fondamentale du choix des critères d'attribution des contrats de services publics.

- **Bajari P, Houghton S. and Tadelis S, [2007], Bidding for Incomplete Contracts: An Empirical Analysis of Adaptation Costs, NBER Working Papers.
- **Hong H., Shum M., 2002, "Increasing Competition and the Winner's Curse: Evidence from Procurement", *Review of Economic Studies*, 69, 871-898.
- Porter R. and D. Zona [1993], "Detection of Bid Rigging in Procurement Auctions", *Journal of Political Economy*, 101, 518-538.
- Caillaud B., 2001, "Ententes et capture dans l'attribution des marchés publics", in *Enchères et gestion publique*, eds. Cohen D. et Mougeot M., Conseil d'Analyse Economique, La Documentation Française, Paris, 215-245.
- Conseil de la Concurrence [2005], Décision N°05-D-38 du 5 juillet 2005 relative à des pratiques mises en œuvre sur le marché du transport public urbain de voyageurs, Paris.
- Conseil de la Concurrence, Avis n° 00-A-25 du 20 novembre 2000, relatif à un projet de décret portant réforme du code des marchés publics

6. Partenariats public-privé : opportunisme *ex post*, renégociation et rôle des institutions

Une fois le partenaire choisi et le contrat signé, des problèmes peuvent encore apparaître au cours de l'exécution des contrats. Il s'agit d'une part de s'assurer du respect des engagements contractuels des fournisseurs privés de services publics ; cette difficulté renvoie à la question de la crédibilité et de la stabilité de l'environnement institutionnel.

D'autre part, comme tous les contrats complexes sont incomplets, il convient d'encadrer leur renégociation.

- Engel E., Fisher R. & Galetovic A. [1997], "Highway Franchising: Pitfalls and Opportunities", *American Economic Review*, 87, 68-72.
- Guasch J.L. [2004], *Granting and Renegotiating Infrastructure Concessions: Doing it Right*, The World Bank, Chapters 3 and 4.
- Engel E., Fisher R. & Galetovic A. [2006], "Renegotiation without Holdup: Anticipating Spending and Infrastructure Concessions", NBER Working Paper No. 12399.
- **Estache A., J.-L. Guasch, A. Iimi and L. Trujillo [2009], "Multidimensionality and Renegotiation: Evidence from Transport Sector PPP Transactions in Latin America", *Review of Industrial Organization*, forthcoming.
- **Prager R.E. [1990], "Firm Behavior in Franchise Monopoly Market", *Rand Journal of Economics*, 21(2), 211-225.